



Conférence de Munich sur la sécurité, 7 février. La Présidente en exercice de l'OSCE, Dora Bakoyannis (à gauche), préside un débat d'experts sur l'avenir de la sécurité européenne. Sont assis à sa gauche : Jane Harman, membre du Congrès des États-Unis, Toomas Hendrik Ilves, Président estonien, Yulia V. Tymoshenko, Premier ministre ukrainien et David Miliband, Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni.

PRÉSIDENCE DE L'OSCE DE 2009

Dora Bakoyannis : la Grèce agira en « médiatrice désintéressée »

Avant pris le relais de la Finlande en janvier, la Présidence grecque s'est attaquée sans tarder à un certain nombre de questions délicates, telles que le renouvellement du mandat de la Mission de l'OSCE en Géorgie, le dialogue sur l'avenir de la sécurité européenne et le renforcement du cadre juridique de l'Organisation.

« Nous avons pris l'engagement d'agir en 'médiateur désintéressé' pour remédier à certaines des divisions qui sont apparues ces dernières années entre les 56 États participants de l'Organisation », a déclaré la nouvelle Présidente en exercice, la Ministre des affaires étrangères Dora Bakoyannis, lors de sa première intervention devant le Conseil permanent le 15 janvier à Vienne.

Moins d'une semaine plus tard, elle s'est rendue à Moscou pour des entretiens avec son homologue russe, le Ministre des affaires étrangères Sergei Lavrov, au sujet de propositions visant à maintenir la présence de l'OSCE dans la région. « La situation dans certaines régions de la Géorgie demeure explosive. Des incidents s'y produisent fréquemment. Je suis fermement convaincue que la situation actuelle exige une présence accrue et non pas moindre de l'OSCE », a-t-elle indiqué.

« La Grèce œuvre en faveur d'une solution de consensus pour renforcer la sécurité dans la région, offrir l'expérience unique de l'Organisation sur le terrain, y compris au travers de ses 28 observateurs militaires, et améliorer sensiblement le quotidien de tous les habitants, indépendamment de leur origine ethnique. »

La Ministre a mis rapidement à exécution ses plans en matière de diplomatie itinérante en nommant un représentant spécial, le diplomate grec Charalampos Christopoulos, qui s'est rendu à Tbilissi et Tskhinvali les 12 et 13 janvier. L'Ambassadeur Christopoulos y a évoqué la question de la reprise de la fourniture de gaz naturel à l'Ossétie du Sud, qui avait été interrompue depuis le 8 août de l'année dernière. L'approvisionnement en gaz a repris le 25 janvier grâce aux efforts de l'OSCE.

Un autre problème humanitaire qui se pose dans la région est celui de l'approvisionnement en eau. La Ministre Bakoyannis a indiqué que la Présidence grecque prévoyait d'évaluer l'infrastructure d'approvisionnement en eau dès que les conditions climatiques le permettraient.

Le rythme effréné des déplacements de la Ministre Bakoyannis ne s'est pas ralenti en février. Au cours de la seule première semaine, elle s'est rendue à Belgrade et Pristina, puis à la Conférence de Munich sur la sécurité, où elle a présidé un débat d'experts sur le thème : « OTAN, Russie, pétrole, gaz et Moyen-Orient : l'avenir de la sécurité européenne. »

Au début du débat d'experts, la Présidente en exercice a déclaré que la crise en Géorgie illustre la nécessité d'intensifier les efforts pour résoudre les conflits en suspens dans la région.

« Nous ne devons pas perdre de temps et avancer en nous servant des instruments dont nous disposons », a-t-elle indiqué. « Nous en avons deux ici : l'UE, comme l'a prouvé l'intervention de la Présidence française en août dernier, et l'OSCE, qui se trouve dans la position unique d'être la seule organisation européenne de sécurité à pouvoir s'appuyer sur la volonté politique et les ressources de tous les principaux intéressés. »

Le 9 février, la Ministre Bakoyannis s'est rendue à Tirana, où elle a encouragé le Gouvernement albanais à poursuivre les réformes et à continuer de progresser vers l'intégration euro-atlantique, et réaffirmé le soutien de l'OSCE à ces objectifs. « Notre Présidence de l'OSCE en 2009 sera bénéfique pour les Balkans occidentaux dans leur ensemble, ainsi que pour l'Albanie en particulier », a-t-elle déclaré. « Pour la Grèce, cela serait un grand succès si d'ici la fin de l'année – la fin de notre Présidence – nous avions comme voisine une région européenne plus prospère et plus stable. »

– Virginie Coulloudon, porte-parole adjointe du Secrétariat de l'OSCE

Vienne, 15 janvier 2009. La Présidente en exercice de l'OSCE, Dora Bakoyannis, Ministre grecque des affaires étrangères (au centre) en compagnie des 56 chefs de délégation auprès de l'OSCE et du Secrétaire général Marc Perrin de Brichambaut (à droite).



Le lecteur trouvera ci-après des extraits de la première allocution prononcée par la Présidente en exercice de l'OSCE, la Ministre grecque des affaires étrangères Dora Bakoyannis, devant le Conseil permanent de l'Organisation.

ENGAGEMENT

La Grèce assume la Présidence de l'OSCE à un moment où la quête de sécurité dans notre région est devenue plus difficile que jamais et où le changement rapide et imprévisible semble être la seule constante dans les relations internationales. Dans ces circonstances, j'estime que l'OSCE reste un point de référence essentiel à l'intérieur du cadre de l'ONU. L'OSCE est la seule enceinte régionale qui englobe les régions euro-atlantique et eurasiennne élargies. L'Organisation est également ancrée dans un concept de sécurité unique en son genre et ambitieux fondé sur des valeurs partagées, des engagements convenus en commun et la dignité fondamentale de la personne.

En 2009, la Grèce s'est engagée à servir de « médiateur désintéressé » pour remédier à certaines des divisions qui sont apparues ces dernières années entre nos États participants. Ouverture, transparence et volonté de bâtir un consensus orienteront nos efforts.

Dans un environnement international en constante évolution, nous nous efforcerons d'influencer le cours des événements en défendant les valeurs, les principes et les règles de l'OSCE. Ensemble, ils constituent l'élément moteur de cette Organisation et la base de notre sécurité coopérative.

GÉORGIE

...Permettez-moi de dire que je vois dans la crise en Géorgie à la fois un défi et une opportunité. Cette crise nous a fait sortir de notre excès d'optimisme et rappelé que notre travail n'était pas terminé. Elle nous donne donc l'occasion de réexaminer les mécanismes que nous avons créés, de nous consacrer à nouveau à mettre intégralement en œuvre nos engagements et d'envisager de nouvelles manières d'instaurer une sécurité indivisible. Une priorité de la Présidence grecque consistera à prendre toutes les mesures nécessaires pour promouvoir la prévention des conflits et leur règlement pacifique ... Dans tous les cas, la Grèce tient à travailler avec toutes les parties dans un esprit d'ouverture et en étant motivée par une volonté de dialogue en vue de parvenir à des résultats concrets.

L'avenir de la présence de l'OSCE en Géorgie exige notre attention particulière. À compter du 1er janvier, la Mission se trouvera en phase de fermeture technique. Toutefois, il est évident que la situation sur le terrain et dans la région tout entière exige une présence accrue et non moindre de l'OSCE. La Présidence grecque est fermement décidée à maintenir une présence de l'OSCE digne de ce nom dans la région. Nous œuvrons en faveur d'une solution de consensus, fondée sur les principes et les engagements de l'OSCE. L'Organisation a une longue tradition de solutions imaginatives et souples, mais celles-ci peuvent uniquement fonctionner si toutes les parties font preuve de bonne volonté et de courage politique.

PRIORITÉS

Le dialogue de sécurité de l'OSCE demeure un instrument indispensable pour l'alerte précoce et la gestion des crises... La Grèce est préoccupée par l'incertitude qui continue d'entourer l'avenir du Traité FCE. Ce Traité doit rester une pierre angulaire de la sécurité européenne et la Grèce fera tout ce qui est en son pouvoir pour préserver et améliorer ce fondement des plus importants de la transparence et de la prévisibilité militaires ...

L'OSCE a un rôle clé à jouer dans la lutte contre le terrorisme. J'ai le plaisir de souligner notre intention de promouvoir la mise en œuvre des engagements de l'OSCE en la matière, dans le plein respect de l'état de droit et des droits de l'homme. Nous nous emploierons également activement à favoriser la mise en œuvre et le renforcement des engagements de l'OSCE dans les domaines de la sécurité des frontières et de la police. Nous sommes convaincus que l'approfondissement de l'engagement de l'OSCE avec l'Afghanistan devrait demeurer une priorité en 2009 et au-delà.

Nos États et nos sociétés sont confrontés à des défis complexes dans les sphères économique et environnementale. Le dix-septième Forum économique et environnemental examinera cette année les aspects transdimensionnels du phénomène des migrations. Les mouvements migratoires incontrôlés représentent un défi important pour les États participants et j'espère que nous aurons un dialogue porteur de résultats à mesure que nous nous approchons de la réunion d'Athènes en mai.

Dans la dimension humaine, la Présidence grecque cherchera à développer le vaste domaine thématique de l'état de droit, guidée par une approche plus sobre et structurée. La Grèce accordera également une attention prioritaire à l'égalité entre les sexes et à l'intégration des questions relatives aux femmes. Je suis convaincue que l'autonomisation des femmes et le fait de mettre davantage l'accent sur la nécessité de respecter leurs droits peuvent déclencher des développements positifs dans les États participants et influencer positivement sur leur capacité à remplir leurs engagements.

Dans le domaine de la tolérance et de la non-discrimination, la Présidence grecque s'intéressera en particulier à la situation des Roms et des Sintis ainsi qu'à la lutte contre les crimes inspirés par la haine. La liberté de religion et l'éducation aux droits de l'homme occuperont également une place importante.

La Grèce entend maintenir les normes les plus élevées pour les activités d'observation électorale de l'OSCE. Cette année, d'importants scrutins se dérouleront dans sa région et il est indispensable que l'observation des élections reste une activité phare de l'Organisation. La coopération entre le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) et l'Assemblée parlementaire demeure une clé du succès à cet égard.